

EN DÉBAT



Réjane Sénac

# Les femmes gouvernent-elles avec plus d'empathie ?

## LE CONTEXTE

Une analyse publiée par le magazine américain *Forbes*, le 13 avril, a provoqué le débat, sous le titre « Quel est le point commun entre les pays qui ont les meilleures réponses au coronavirus ? Des femmes à leur tête ». Le texte, rédigé par une consultante spécialiste de l'équilibre hommes-femmes dans les entreprises, cite plusieurs pays gouvernés par des femmes et ayant bien résisté au Covid-19 : Allemagne, Taïwan, Nouvelle-Zélande, Norvège, Islande... dont il attribue les performances au sérieux, à l'empathie et au soin aux autres témoignés par leurs dirigeantes.

## L'ENJEU

Comment défendre une meilleure représentation des femmes à des postes à responsabilités, dans les entreprises ou en politique, sans entretenir le sexisme ? C'est toute la difficulté. D'un côté, prêter aux femmes des qualités propres est tentant mais conforte l'idée d'une répartition des rôles entre les sexes. De l'autre, invoquer la seule mixité, souvent, ne suffit pas à convaincre. Entre ces deux écueils, l'exigence de l'égalité, érigée au rang de devise par la République française, peut être une voie.

## L'EXPERTE

Réjane Sénac est directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po-Cevipof. Autrice de *L'Égalité sans condition. Osons nous imaginer et être semblables* (Rue de l'échiquier, 2019, 96 p., 10 €), elle fait porter ses recherches sur les expressions de l'égalité et sur les politiques d'inclusion des « non-frères » - femmes, personnes racisées -, que la fraternité républicaine a exclus. Elle a présidé, de 2013 à 2019, la commission parité du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes (une instance consultative auprès du premier ministre).

## Des analyses attribuent la résistance de certains pays au Covid-19 au fait qu'ils soient gouvernés par des femmes. Peut-on établir ce lien de causalité en toute rigueur intellectuelle ?

Non. Sur le plan scientifique, ce n'est absolument pas rigoureux. Cet article du magazine *Forbes* se fonde sur un échantillon très restreint. Des pays fort différents y sont réunis sans qu'aucune variable ne soit prise en compte et les contre-exemples sont exclus. Le raisonnement ne conserve que ce qui le conforte. C'est une approche par le mythe, au sens de parole dépolitisée, tel que l'aborde Roland Barthes. Elle est dépourvue d'analyse des rapports de force politiques et du contexte. Une telle approche résonne très fortement avec celles développées après la crise financière de 2008. Il était alors affirmé que si la banque Lehman Brothers avait été Lehman Sisters, il n'y aurait pas eu la crise...

## Cette analyse, qui entend mettre en valeur des dirigeantes pour leurs choix éclairés, ne traduit-elle pas un sexisme paradoxal ?

Elle prête en effet des spécificités aux femmes : elles prendraient moins de risques que les hommes, gouverneraient avec plus d'empathie, auraient davantage de qualités d'accompagnement... Cela participe de l'idée que les femmes ont des qualités, et donc des défauts, spécifiques, une assignation identitaire qui est au cœur même du sexisme. Lorsque ces prétendues qualités féminines sont valorisées, parler de sexisme peut sembler contre-intuitif. Il est même fort possible que les auteurs de ces analyses se sentent féministes. Et pourtant, il s'agit d'un sexisme « bienveillant ». Cet « hommage » à l'efficacité des dirigeantes en temps de crise les enferme en effet dans des qualités maternelles présentées comme naturelles sans interroger le rôle de l'éducation, des structures familiales, d'un système qui dit et produit des inégalités... Hors temps de crise, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, ces qualités d'accompagnement, de sacrifice, de solidarité sont des fonctions support moins valorisées que les missions de décision et d'autorité associées aux hommes. Ce raisonnement valide l'idée d'une « nature féminine », complémentaire et seconde par rapport à celle des hommes. Il justifie une division ancestrale du travail réservant



les tâches et les métiers de soin durs et sous-payés, voire non rémunérés, aux femmes.

## Une meilleure représentation des femmes aux postes de pouvoir est le plus souvent défendue au nom de la performance et non de « qualités féminines ». Voyez-vous, là aussi, du sexisme ?

Il y a deux écueils. Prenons l'exemple des conseils d'administration. C'est parce que la présence des femmes est censée améliorer la performance des entreprises que des quotas sexués ont été institués. Mais comment démontrer cette performance, sinon en arguant de qualités naturellement féminines ou en validant un système de socialisation et d'éducation reproduisant des qualités stéréotypées pour les filles et les garçons ? Dans les deux cas, il s'agit de sexisme. Cet argument de la performance de l'inclusion des femmes ne représente pas un progrès. Elles ont été exclues pour leur différence, et c'est au nom de cette même différence que, désormais, on les inclut, et non pas parce qu'on les reconnaît comme des semblables en humanité. C'est le cas pour les femmes, mais aussi pour les personnes racisées exclues elles aussi historiquement de l'égalité de droit... L'autre écueil, c'est que si la performance est l'alpha et l'oméga, elle peut aussi justifier des discriminations en légitimant l'entre-soi des élites, sur des critères culturels par exemple. On ne peut pas utiliser cet argument de la performance à géométrie variable.

## Si ce n'est par la performance, avec quels arguments défendre la mixité dans les entreprises, les gouvernements, les médias ?

Vouloir la mixité, c'est seulement vouloir l'expression de l'égalité, au sens de liberté de non-domination, c'est-à-dire la liberté pour chaque individu d'épanouir ses goûts et ses capacités. Tout autre argument que l'égalité pour défendre la mixité est pernicieux, ambivalent. Il y a toujours un piège à ne pas considérer

que les individus ont la même probabilité à avoir des qualités ou des défauts, du fait de leur sexe, leur origine, leur culture, leur religion, leur couleur de peau...

## La période de crise que nous traversons a ouvert des champs de réflexion. Est-elle propice à une progression de l'égalité ?

Cela n'a pas été le cas avec la crise de 2008. Elle n'a pas remis en question la sacralisation de l'objectif de croissance. La mise en œuvre de l'égalité est exigeante et coûteuse. Elle implique de remettre en cause nos préjugés, nos histoires et, pour ceux qui sont en position dominante, de partager et donc de perdre. Mais aujourd'hui, la crise est de nature différente. Elle est profondément anthropologique. La croyance en une croissance illimitée et en un homme maître et possesseur de la nature est remise en question. Nous sommes à un moment charnière où toutes les questions perçues autrefois comme encombrantes peuvent rencontrer un écho. L'héritage de la complémentarité sexuée des rôles, selon lequel les femmes doivent continuer à faire ce qu'elles savent bien faire, peut être bousculé dans le cadre de la réflexion sur un monde plus juste et plus heureux. Certes, le vieux modèle va peser de tout son poids pour survivre. Mais la remise en cause, jusqu'alors perçue comme un luxe esthétique d'intellectuels déconnectés des réalités, ou comme une lutte de minoritaires ne faisant pas le poids et défendant leurs propres intérêts, est aujourd'hui une nécessité vitale. Nous vivons une occasion de déconstruire les catégories sclérosantes qui font que notre monde s'asphyxie. L'exploitation et la destruction de la nature, à la source de la crise écologique et sanitaire actuelle, participent du même monde que celui qui érige des catégories et des hiérarchies entre humains. Nous nous trouvons à un moment propice à la discussion et au débat de fond pour porter un monde réellement émancipateur pour toutes et tous. ●

Recueilli par Marianne Meunier